

LA VOIX DE L'ÉLEVEUR

SEMESTRIEL D'INFORMATION DU MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES DU BURKINA FASO
N°004 DÉCEMBRE 2019

www.mrah.gov.bf



LE MINISTRE KOUTOU A LA RENCONTRE DES ACTEURS A LA BASE DE L'EST



LES TRANSFORMATEURS DE POISSON DE BAGRÉ PÔLE ACCUEILLENT LE MRAH



DEVENIR L'ÉLEVAGE À L'HORIZON 2050

NOTE DE L'ÉDITEUR



Poursuivre les efforts sur le chemin de l'accroissement de la productivité animale

Nous l'avons déjà réaffirmé dans notre précédent numéro, la compétitivité et le professionnalisme sont les deux poutres à même de booster la productivité à tous les niveaux.

De l'élevage extensif qui avait pignon sur rue dans nos contrées, nous avons amorcés le virage vers un élevage intensif avec pour toile de fond, l'adoption de plus en plus massive des bonnes pratiques en élevage.

Déjà, la production locale en aviculture a permis de réduire de façon considérable les importations de poulet de chair. La production halieutique est en passe d'atteindre les 30.000 tonnes que nous visons comme objectif stratégique en 2020. Une large campagne de sensibilisation et de répression est engagée contre les importations frauduleuses de produits d'origine animale. Les acteurs s'organisent à tous les niveaux pour faire de l'élevage un véritable levain de lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et pour la création de richesses et d'emplois.

Dans ce présent numéro, nous essayons d'aborder plusieurs thématiques qui illustrent fort à propos les multiples facettes de notre sous-secteur. Nous nous projetons sur le devenir de notre élevage à l'horizon 2050 sans omettre l'épineuse question de la protection des parcours.

En somme, il s'agit bien de ne perdre de vue aucun pan des fondamentaux de l'accroissement de la productivité en élevage.

Bien entendu, nous restons sur la poursuite de nos efforts pour améliorer chaque année nos indicateurs de performances.

Bonne lecture à nos lecteurs !

Dr Charles Luanga OUEDRAOGO
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MRAH

LA VOIX DE L'ÉLEVEUR

DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Sommanogo KOUTOU
Ministre des Ressources
Animales et Halieutiques

RÉDACTEUR EN CHEF :
Abdoulaye DIANDA
Directeur de la Communication et
de la Presse Ministérielle

RÉDACTION :
Abdoulaye DIANDA
Jonas B. SALOU

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION
MAQUETTE, MONTAGE :
Le Déclic

CONTACTS :
E-mail : dcpm2005@gmail.com
Site web : www.mrah.gov.bf
Tél.: 25 31 06 93 / 25 32 61 07
03 BP 7026 Ouagadougou 03

**"LA VOIX DE
L'ÉLEVEUR",
LE MAGAZINE
QUI DONNE
TOUTE
L'ACTUALITÉ DU
MINISTÈRE DES
RESSOURCES
ANIMALES ET
HALIEUTIQUES**

ÉDITO

PRODUCTION FOURRAGERE



SOMMANOGO KOUTOU

MINISTRE DES RESSOURCES ANIMALES ET
HALIEUTIQUES

Une alternative crédible pour un élevage résilient

Le 20 juin 2019, la FAO organisait un atelier autour de la thématique « Devenir de l'élevage au Burkina Faso : les défis émergents et incertitudes ». A cette occasion, présidant la cérémonie d'ouverture, nous tirions cette conclusion : *« contrairement à l'idée générale actuelle, les analyses prospectives par scénario montrent que le Burkina Faso de 2050 ne sera pas forcément toujours un exportateur net de produits bovins. La combinaison d'une demande nationale accrue avec les limites de productivité et des ressources serait à la base de cette impossibilité d'exporter »*.

L'organisation onusienne a eu l'opportunité de se projeter sur le devenir de notre sous-secteur, nous devons avoir l'intelligence de nous regarder de plus près pour porter avec courage, réalisme et vigilance les questions qui constituent de véritables handicaps pour les acteurs directs en priorité.

Prenant en compte les menaces les plus importantes telles que les pressions anthropiques sur l'environnement et les coûts inhérent à l'aliment bétail, les défis d'un élevage résilient se posent dès aujourd'hui.

C'est pourquoi, nous avons fait le choix, au ministère des ressources animales et halieutiques, de nous inscrire résolument dans la promotion de la production fourragère.

En effet, le fourrage, parce que c'est un aliment grossier, comporte de nombreuses solutions nutritives permettant un développement optimal des animaux, petits ruminants comme bétail. Ces deux espèces constituent le plus gros lot de notre cheptel en termes de devises monétaires avec près de 10 millions de têtes pour le bétail, 15 millions pour les caprins et 12 millions d'ovins.

En s'investissant pleinement dans la production fourragère, l'éleveur aura amoindri sa charge financière tout en assurant à son élevage une qualité alimentaire à nulle part égale. A cette production de viande, il convient de signaler que sans le fourrage, la production laitière est quasi impossible, le fourrage et l'eau étant les deux conditions sine qua non pour ce faire.

Dans notre entendement, le Burkina Faso doit demeurer un pays exportateur de viande, ce qui signifie deux choses : accroître le niveau de productivité animale et satisfaire la demande nationale en produits carnés.

La production fourragère constitue de ce point de vue un début de réponse aux multiples défis auxquels fait face notre sous-secteur dans ses tentatives d'émergence ●

Le Ministre Koutou sur le terrain au Centre-Est

La pisciculture, longtemps laissée en rade par nos entrepreneurs ruraux, est en plein essor. De plus en plus, des acteurs sollicitent le ministère des ressources animales et halieutiques à travers la direction générale des ressources halieutiques pour mettre en route leur projet piscicole. Parallèlement, l'Etat alloue des ressources financières assez considérables au titre du développement des activités halieutiques (pisciculture et aquaculture).



Au Marché du poisson de Bagré Pôle pour remettre du matériel de pêche et de transformation aux actrices et acteurs.

contribue par une gestion durable de la pêche et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et au développement du secteur rural ».

Par ailleurs, le Programme présidentiel 2016-2020 dans le domaine des ressources halieutiques décliné à travers le Plan national de développement économique et social (PNDES) préconise trois mesures : Accroître la production domestique du poisson de 20.000 tonnes à 30.000 tonnes ; Former et renforcer les capacités des acteurs de la pêche et de l'aquaculture ; Financer le sous-secteur des ressources halieutiques et aquacoles.

En 2018, ce sont 9.750.000 alevins de tilapia et 300.000 alevins de silures qui ont été produits. 20 plans d'eau ont été empoissonnés. La production halieutique pour la même année est estimée à 27.700 tonnes dont 420 tonnes de poissons marchands produits

Pour prendre le pool du niveau d'engagement des acteurs, le ministre Sommanogo Koutou a mis le cap sur la région du Centre-est, de la Comoé et des Hauts-bassins pour constater de visu les fruits du labeur des pisciculteurs de ces parties du Burkina.. C'était le jeudi 17 octobre et du 14 au 15 novembre 2019

N'ayons pas peur des mots. La filière piscicole constitue de nos jours un espoir certain pour celles et ceux qui ont décidé d'y consacrer leurs énergies et intelligences. Déjà en 2013, mu par le potentiel aquacole de notre pays, le Gouvernement adoptait la politique nationale de pêche et d'aquaculture dont la vision est la suivante : « un sous-secteur porté par des acteurs privés dynamiques, qui

par des promoteurs privés.

Or la consommation nationale au cours de la même période est évaluée à plus de 120.000 tonnes. Ce qui signifie en français facile que nous ne produisons qu'à peine le cinquième de nos besoins en produits halieutiques. Autrement, les efforts doivent être intensifiés pour inverser cette tendance à l'importation de poissons. C'est fort de cette réalité que le Ministre Sommanogo Koutou a voulu non seulement encourager les promoteurs du sous-secteur mais aussi les écouter pour identifier avec eux les actions stratégiques qui répondent avec précision à leurs besoins, le tout devant concourir à un accroissement de la production nationale.

Premier site en ce jeudi 17 octobre 2019 dans la région du Centre-est, celui de Souleymane Yougbare à Bagré Pôle

Désigné meilleur promoteur au salon de la créativité et de l'innovation au dernier forum national des jeunes de Bobo-Dioulasso en septembre 2019, il a par ailleurs été lauréat d'une attestation de mérite du Ministère de la Jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes.

C'est avec le soutien du Ministère des ressources animales et halieutiques qu'il s'est installé à son propre



Souleymane Yougbare a été encouragé pour son travail.

compte dans la pisciculture. En 2018, sa production a été évaluée à 5 tonnes de tilapia (carpe) et 3,8 tonnes de clarias (silure), le tout d'une valeur de plus de 11 millions de FCFA.

Autre site, autre réalité. Le second site visité a été celui du marché de poissons de Bagré Pôle. Faut-il le rappeler, la chaîne piscicole est basée sur trois triptyques tout aussi importants les uns que les autres. Au cœur de cette chaîne se trouve la transformation en majorité opérée par des femmes.

En raison du potentiel piscicole du site, Bagré Pôle a construit un marché de poisson qui, aujourd'hui grâce au concours d'un autre partenaire, compte 40 boutiques.

Plusieurs dizaines de femmes font de la transformation du

poisson leur activité génératrice de revenus. Elles y excellent du fait de la présence des pêcheurs qui approvisionnent le marché.

Pour Alima Diabo, représentante de ce groupement de transformatrices, même si elles y gagnent leur vie, il serait souhaitable qu'elles bénéficient du matériel de froid pour la qualité du poisson fumé. Elle a également sollicité la création d'un centre de formation en transformation de poisson pour leurs membres. Du côté des pêcheurs, par la voix de Hamado Bebané, l'aspiration pressante est la création d'un village des pêcheurs.

Le troisième site visité est le Centre d'élevage piscicole, toujours à Bagré Pôle. C'était un joyau au cœur du dispositif de promotion de la filière piscicole au Burkina Faso. Son ambition est de produire du

poisson marchand, des alevins et d'assurer la formation aux métiers de la pisciculture

Aujourd'hui même si les installations restent intactes, notamment les étangs, le personnel, les bâtiments, le centre d'élevage piscicole n'est plus dans la dynamique qu'il s'était fixé à sa création.

Toutefois, l'espoir est permis avec la relance amorcée ces derniers temps avec l'appui du Ministère des ressources animales et halieutiques.

Sur place, c'est une équipe dirigée par Omar Sirima qui concentre ses efforts pour assurer le grossissement d'alevins gracieusement offerts par la Côte d'Ivoire.

À son arrivée, le Ministre des ressources animales et halieutiques, Sommanogo Koutou, et sa délégation ont eu droit à une visite du site : étangs et usine de fabrication d'aliments poisson.

Le quatrième et dernier site qui a accueilli le ministre et ses collaborateurs fut de celui de la ferme moderne pastorale de Marcel Minoungou à Tenkodogo. Créé en 2010, ses principales productions sont des œufs, du poisson, du miel, des porcs et des fruits. Véritable poumon vert à la sortie de Tenkodogo vers Koupela, c'est une ferme écologique fièrement bâtie qui a également pour vocation de



Le poisson, une source de revenus monétaires et une contribution à la sécurité nutritionnelle.

lutter contre le changement climatique. Avec un chiffre d'affaire de 18 millions en 2018, cette ferme s'est inscrite également dans la formation à travers des stagiaires qui lui sont envoyés par diverses structures publiques et privées.

Dans la Comoé et les Hauts-Bassins, le ministre a pu poser son regard sur les progrès réalisés au Centre Lasalien d'Initiatives aux Métiers Agricoles (CLIMA) et à l'écloserie poisson chat de l'unité de recherche en aquaculture et biodiversité aquacole de l'Université polytechnique Nazi Boni de Bobo Dioulasso, dirigée par le Professeur Aboubacar Toguyeni.

Le CLIMA est réputé producteurs d'alevins qu'il met à la disposition des aquaculteurs

du Burkina, en plus de la formation qu'il assure aux acteurs du monde rural.

Quant à l'écloserie poisson chat de Bobo-Dioulasso, elle concentre ses efforts dans la recherche afin de fournir aux acteurs non seulement des alevins mais surtout des alevins de qualité et adaptés à nos conditions climatiques.

A tous ces promoteurs et acteurs, et tout en invitant chacun à garder le cap, Sommanogo Koutou a indiqué que le fond de promotion de l'aquaculture sera bientôt une réalité en même temps que de nouvelles solutions viendront avec la banque agricole du Faso. Par ailleurs du matériel de pointe pour la fabrication de l'aliment a été annoncé aux deux promoteurs privés du

Centre-est qui pourraient ainsi amoindrir le coût des facteurs de production.

Aux créateurs de revenus au marché de poissons de Bagré, Sommanogo Koutou a procédé à une remise symbolique de matériels conventionnels de pêche composés de filets, de balance, de hameçons, de grillages et de matériels de froid.

De nouvelles pistes ont été identifiées, notamment le réseautage, pour constituer des groupes homogènes pouvant plaider pour un accès aisé aux crédits auprès des institutions de microfinances

L'appui du gouvernement restera constant de l'avis du ministre. Mais il est tout aussi important que de part et d'autre, chaque partie prenne des



Ces étangs désespérément vides du centre d'élevage piscicole devront connaître un meilleur sort, espère le ministre Koutou.

initiatives pour qu'ensemble la filière connaisse son essor, a suggéré le ministre.

Certes, cette sortie n'a pas la prétention de lever toutes les contraintes exprimées ; mais elle a eu le mérite de rencontrer des acteurs convaincus, qui

se battent de toute leur force pour faire de la pisciculture un véritable outil d'émancipation financière et économique au profit de ses acteurs.

Et cela, le ministre Koutou l'a vécu, senti et l'a relevé à chaque étape de ses interventions.

Du côté des promoteurs visités, c'est surtout la proximité et l'écoute de l'autorité qui constituent un adjuvant pour la poursuite de leurs activités.

Nul doute que le prochain gros dossier dans le sous-secteur piscicole va concerner la subvention de l'aliment poisson, grosse épine aux pieds de ces milliers de promoteurs piscicoles ●



Henri Zerbo, DG des Ressources Halieutiques

Le Ministre Koutou préside la conférence de l'UICN à Ouagadougou qui s'est tenu du 18 au 19 juin sur le thème « un dialogue de praticiens pour accroître les investissements dans la gestion pastorale des parcours ».



En matière d'élevage pastoral, les espaces et aménagements, plus connus sous le nom de parcours, occupent une place de choix. Ils fournissent aux populations humaines et au bétail de la nourriture, du fourrage, des abris et de l'eau. Selon, l'Union Internationale de la Conservation de la Nature (UICN), ces parcours hébergent environ un tiers de la biodiversité mondiale.

Malheureusement, le peu d'attention portée à la protection et à la restauration de ces parcours expose les moyens de subsistance à toute sorte de dégradation, amplifiant l'accroissement de la vulnérabilité des pasteurs et agropasteurs. Cette précarité a alimenté des rancœurs et des frustrations qui sont eux-mêmes sources de certains défis, notamment les défis sécuritaires et les défis de l'immigration des jeunes.

Pour y remédier, l'UICN, en collaboration avec ses partenaires internationaux et les gouvernements des pays concernés par le phénomène de la désertification en Afrique

a choisi de réunir plusieurs acteurs autour d'une conférence à Ouagadougou, intitulée « Conférence sur le pastoralisme et la restauration des parcours : un dialogue de praticiens pour accroître les investissements dans la gestion pastorale des parcours ».

A la tribune de la cérémonie officielle ce 18 juin 2019, le ministre des ressources animales et halieutiques a décliné les attentes de son département et de son pays de la manière la plus simple et la plus directe face à des participants venus de toutes les contrées africaines : « vous êtes là pour contribuer à renforcer un dialogue régional et mondial sur les valeurs des parcours, les opportunités de restauration des parcours et le rôle des pasteurs en tant que gardiens des paysages de parcours dont leur vie en dépend. Vous êtes là également pour identifier des options d'investissement pour la restauration à grande échelle des parcours. Enfin, vous êtes là pour bâtir des relations durables entre les différentes institutions pour la mise en œuvre d'actions concrètes pour la protection

et la valorisation des terres de parcours. C'est pour cela que vous êtes là et j'insiste sur les termes « actions concrètes » car il ne s'agit plus de se contenter de solutions abstraites ou tout simplement idéales. Il s'agit surtout de solutions concrètes à mettre hardiment en œuvre ».

Avant de souhaiter plein succès aux travaux de cette conférence internationale, M.Koutou a relevé quelques statistiques qui justifient amplement l'urgence d'une synergie d'action pour sauver l'élevage pastoral et ses acteurs directs. « Il est aujourd'hui estimé que plus de 500 millions d'hectares de terres sont dégradés, que 2,3 milliards de personnes soit 38 % de la population mondiale estimée vivent dans les zones sèches et arides et 250 millions de personnes voient leurs modes de vie directement affectés par la désertification », a-t-il rappelé.

La conférence s'est tenue du 18 au 19 juin 2019 dans la capitale burkinabè ●

Le Ministre Koutou encourage la réflexion prospective à l'horizon 2050

Selon l'ONU, la population africaine atteindra 2,5 milliards contre 1,2 milliard aujourd'hui. Cet accroissement aura des implications pour le secteur agricole qui sera mis au défi de fournir des besoins nutritifs, sans danger et à des prix abordables.



Les participants ont posé pour la postérité

De l'avis de Allal Lofti, représentant du Représentant résident de la FAO au Burkina Faso, l'élevage va devenir l'un des secteurs les plus importants de l'agriculture en termes de valeur.

Il faut donc agir aujourd'hui si l'on veut répondre à ce défi africain et notoirement burkinabè. D'ailleurs, dans une trajectoire de développement régulière, l'avenir se dessine selon les tendances globales observées historiquement. Prenant en compte les menaces les plus importantes telles que les pressions anthropiques sur l'environnement et la santé publique (mauvaise gestion du fumier et des eaux usées, émergence et réémergence de zoonoses, etc) et les opportunités et défis émergents, la FAO sur financement de l'USAID, a entrepris une initiative politique tendant à interpeller les pouvoirs publics, notamment les gouvernements sur la nécessité de prendre des mesures précieuses, précises

et urgentes pour continuer à assurer leur rôle régalien. Cette initiative, dénommée ASL 2050, vise à engager une multitude d'acteurs de parties prenantes dans un dialogue fondé sur des preuves et évidences à partir de données probantes sur le devenir des filières bovines et avicoles au Burkina Faso. Ce travail a abouti à la production d'un rapport intitulé « Devenir de l'élevage au Burkina Faso : les défis émergents et incertitudes ».

Pour le lancement officiel de ce rapport, le ministre des ressources animales et halieutiques s'est fait le devoir de présider la cérémonie officielle à Ouagadougou ce 20 juin 2019. « *Le Burkina Faso de 2050 sera sensiblement différent de celui d'aujourd'hui* », a, d'emblée indiqué le ministre Koutou. Et à titre indicatif, le 1^{er} responsable du département a relevé que « *contrairement à l'idée générale actuelle, les analyses prospectives par scénario montrent que le Burkina Faso de 2050 ne sera pas forcément toujours un*

exportateur net de produits bovins. La combinaison d'une demande nationale accrue avec les limites de productivité et des ressources serait à la base de cette impossibilité d'exporter ». Partant des analyses des spécialistes, M. Koutou parvient à cette conclusion : « *Les éléments communs à tous les scénarii offrent au gouvernement, une occasion importante d'envisager le long terme et de réexaminer les cadres de politiques sectorielles actuelles en vue de mettre en place des politiques résilientes qui garantiront un secteur de l'élevage durable en 2050* ».

Tout en remerciant la FAO et l'USAID pour leurs efforts de développement dans notre pays et avant de déclarer ouvert l'atelier de partage du rapport, Sommanogo Koutou a martelé que « *le Burkina Faso de 2050 sera le produit de la capacité d'anticipation de la gouvernance d'aujourd'hui* » ●



Sommanogo Koutou a présidé l'ouverture de cet important atelier prospectif



L'approche « One Health » comme la panacée

Les recherches et les statistiques sont affirmatives : environ 75% des nouvelles maladies ayant affecté l'homme au cours des dix dernières années sont d'origine animale ou proviennent de produits d'animaux. Pire, cinq nouvelles maladies au moins apparaissent chaque année dont trois zoonoses, c'est-à-dire d'origine animale.

Avec les risques élevés de propagation, on n'a pas forcément besoin d'être spécialiste de ces questions pour entrevoir les menaces dramatiques sur la santé publique.

Il faut donc agir efficacement et en symbiose en intégrant les aspects environnementaux, anthropiques et animaux.

Le Gouvernement burkinabè l'a compris en adhérant en 2016 au Règlement Sanitaire International dans le cadre de l'approche « One Health », une seule santé. Pour une plus grande synergie, divers organes doivent être mis en place dont entre autres le Conseil national « One Health », le comité technique de pilotage, le secrétariat technique, les commissions thématiques, les points focaux et les comités déconcentrés.

A cet égard, il a été organisé ce jour 25 juin 2019, un atelier national de validation des textes réglementaires de la plateforme nationale de coordination multisectorielle « One Health » du Burkina Faso, présidé par le Premier Ministre représenté par le Ministre d'État, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale, Siméon Sawadogo, assisté des ministres

des ressources animales et halieutiques, Sommanogo Koutou, de la santé, Claudine Lougué et de l'environnement, Nestor Bassière et de l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Burkina Faso, Andrew Young.

Dans son mot de bienvenue, le ministre Koutou, Président du Comité technique de pilotage pour un mandat de deux ans, a défini l'approche « One Health » en ces

que sont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation des nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle encourage les synergies et les interactions entre les domaines de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement afin de garantir la santé et le bien-être des populations ».



Les participants venus de divers départements ministériels, de partenaires techniques et financiers des organisations professionnelles et de la société civile devront à terme valider le dispositif de la plateforme nationale, toute chose qui permettra au Gouvernement de disposer de stratégies de prévention et de riposte à la hauteur des menaces sanitaires.

termes : « Elle est une approche intégrée, multisectorielle et holistique qui met en cohérence les interactions entre les animaux, les humains et les écosystèmes, dans le cadre de la prévention et de la gestion des menaces de santé publique. Elle a été développée et formalisée par les organisations internationales

Rappelons que la mise en œuvre de l'approche « One Health » par notre pays est financée par l'Agence internationale américaine pour le développement (USAID) et pilotée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Burkina ●

Concertations régionales pour une meilleure gestion des crises en élevage

Le secrétariat permanent en charge de la gestion des crises et vulnérabilités en élevage (SP/CVEL) a initié des rencontres régionales du 7 au 18 octobre 2019. Ces rencontres de concertation ont eu lieu dans les régions du Sud-Ouest, des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est. Ces rencontres ont été présidé par Désiré Somé, premier responsable de la structure. Ces concertations ont regroupé les structures déconcentrées régionaux, œuvrant dans la gestion des crises en élevage et a pour but d'améliorer la gouvernance au niveau déconcentré par le biais de l'apprentissage collectif pour une meilleure gestions des crises et vulnérabilités en élevage.



Le présidium des concertations avec les acteurs de la région des Hauts Bassins.

Le SP/CVEL a organisé des cadres de concertations régionales du 7 au 18 octobre dans six (6) région.

Une équipe du SP/CVEL avec à sa tête le premier responsable de la structure a donc sillonné les six régions à la rencontre des acteurs au niveau déconcentrés. Ces concertations ont pour but d'améliorer la gouvernance au niveau déconcentré par le biais de l'apprentissage collectif pour une meilleure gestions

des crises et vulnérabilités en élevage. L'apprentissage collectif est perçu comme étant le processus par lequel les acteurs déconcentrés partagent la même compréhension ou vision des risques majeurs, s'approprient des outils et des mécanismes de gestion des crises, contribuent à la construction réflexive du risque puis jouent leur rôle et responsabilité dans le dispositif de prévention et de gestion des crises et urgence touchant le bétail. Il s'est agi

au cours de ces concertations de recenser les spécificités régionales en matière de prévention et de gestion des crises et vulnérabilités et de présenter le plan de réponse et de soutien aux éleveurs vulnérables. A l'issu de ces tournés, les difficultés suivantes ont été relevées par régions. Au titre de la région du Sud- Ouest, les difficultés liées aux manques d'espaces de pâtures, à l'insuffisance de pistes à bétail, à la non matérialisation des pistes et espaces de pâture ont été

relevés. Au titre de la région des Hauts-Bassins la gestion des personnes déplacées internes (PDI), les questions relatives aux conflits entre agriculteurs et éleveurs et la question de l'insécurité ont été abordées. Au titre de la région de la Boucle du Mouhoun la question de la prise en compte des aires de pâturage, la question des personnes déplacées internes a aussi été abordé. Au titre de la région du Centre-Nord, la pollution de certaines retenus d'eau par les produits toxiques utilisés dans l'orpaillage a été évoqué car cela constitue un réel problème de santé pour les hommes et les animaux. Les questions relatives à la récurrence des vols de bétail, le besoin de redynamisation des cellules de veille communautaire, la matérialisation officielle des aires de pâture, des pistes commerciales et des pistes d'accès des animaux aux ressources ont des difficultés



Des participants venus des différentes provinces de la région ont pris part à la rencontre.

qui ont retenu l'attention des participants. Dans la région du Sahel, il ressort qu'un effort particulier devrait être fait pour minimiser les déplacements des éleveurs car ils se déplacent pour leur survie et celle de leurs troupeaux. La situation des éleveurs déplacés internes victimes de vol de bétail a été relevé. Les participants ont souhaité que les espaces pastoraux dans les différentes communes de la région soient officiellement identifiés et matérialisés pour permettre aux éleveurs d'avoir un espace sécurisé.

Les concertations dans les six régions ont pris fin avec l'Etape de la région de l'Est. Les acteurs ont souhaité qu'un effort particulier soit fait pour minimiser les

déplacements car les éleveurs se déplacent pour leur survie et celui de leurs troupeaux. La situation des éleveurs déplacés internes victimes de vol de bétail a été relevé. Les participants ont unanimement demandé que les espaces pastoraux dans les différentes communes de la région soient officiellement identifiés et matérialisés pour permettre aux éleveurs d'avoir un espace sécurisé. Certaines difficultés sont communes à l'ensemble des régions et les participants ont à l'unanimité demandé leurs résolutions. Il s'agit des vols de bétail, la non matérialisation et la non identification officielle des aires de pâture, des pistes commerciales et des pistes d'accès des animaux aux ressources et la situation des éleveurs déplacés internes ●



Le secrétaire permanent Désiré Somé a présidé les concertations

Les acteurs se concertent sur la démarche méthodologique

Le Ministère des ressources animales et halieutiques a établi en 2016 un « rapport sur l'état des lieux des ressources animales et halieutiques », répertoriant 94 races toutes espèces confondues. Toutefois la caractérisation desdites espèces est demeurée partielle.



Dr Charles Luanga Ouédraogo, Secrétaire Général du MRAH



Dr Jean-Marie Batiebo du SP CGRGA

Chez les bovins par exemple, sur onze (11) races bovines locales identifiées, seulement trois (03) ont fait l'objet d'études préliminaires localisées (zébu azawak, zébu peuhl et taurin lobi). Ce qui ne permet pas de renseigner sur leur distribution sur le plan national, leurs caractéristiques génétiques et les menaces dont elles font l'objet, données pourtant nécessaires pour élaborer les stratégies et bâtir des programmes de sélection, de conservation, de valorisation et de gestion durable des races bovines surtout locales.

Pour ce faire, le Secrétariat Permanent de la coordination de la gestion des ressources génétiques animales, avec l'appui du Projet d'appui au développement du secteur de l'élevage au Burkina (PADEL-B), s'est engagé pour mener à bien l'étude de caractérisation des races bovines de notre pays. La concertation de ce jour 08 aout 2019 a pour objectif d'informer et d'échanger avec les acteurs (chercheurs, agents du MRAH, personnes de ressources) sur la démarche méthodologique et la conduite de cette étude. Dans son discours d'ouverture à la concertation, le Secrétaire

Général du MRAH, Dr Charles Luanga Ouédraogo, tout en invitant les participants à des observations et amendements fondés, a rappelé que « notre pays ne dispose pas de données suffisantes sur l'impact des croisements réalisés avec des races exotiques que nombre de projets de développement ont introduites ».

C'est pourquoi il a nourri le vœu qu'au sortir de cette étude, le Burkina Faso puisse « enfin tourner la page du manque de références exhaustives sur nos races bovines » ●

Une batterie de mesures pour préserver le cheptel national contre les maladies

A l'instar des années précédentes, le ministère des ressources animales et halieutiques a formellement lancé une série de campagnes de vaccination contre plusieurs épizooties ; Peste des petits ruminants (PPR), Péri pneumonie contagieuse bovine (PPCB), Maladie de Newcastle (MNC), fièvre aviaire, Peste Porcine Africaine (PPA), rage, etc.

La particularité de la campagne 2019-2020 est qu'elle a été lancée dans plusieurs localités, contribuant ainsi à accroître la mobilisation sociale.

Nous vous proposons in extenso le message du ministre des ressources animales et halieutiques à Garango à l'occasion de la cérémonie marquant le top départ de la campagne contre la MNC et la fièvre aviaire.



Plus de 24 millions de volailles vaccinées sont attendus à cette campagne, soit 65% de l'effectif du cheptel avicole national

La mobilisation de nos vaillants productrices et producteurs en ces lieux commande que nous leur tenons un message de remerciement et d'encouragement. Elle est surtout le signe manifeste de notre engagement pour faire de notre élevage une base productive pour notre mieux-être.

DISTINGUÉS INVITÉS MESDAMES ET MESSIEURS

Notre pays fonde son espoir de développement économique et social sur l'amélioration des performances du secteur primaire dont le sous-secteur élevage en est un des moteurs. Aujourd'hui plus qu'hier, il est établi que les ressources animales et halieutiques

participent fortement à la formation de la richesse nationale non seulement auprès de nos acteurs de base que vous êtes mais aussi en termes de recettes propres pour l'état.

C'est pourquoi, prenant en compte les facteurs incitatifs à l'accroissement de la productivité animale, mon département ne cesse de déployer plusieurs stratégies pour améliorer considérablement la santé animale, une des contraintes majeures de l'activité d'élevage.

A ce titre, nous avons lancé le 15 février 2019 à Toma, pour la première fois, la campagne nationale de vaccination contre la Peste des Petits Ruminants (PPR). Tout dernièrement, du 25 septembre au 05 octobre, dans le cadre de la Journée Mondiale Rage (JMR) 2019, nos équipes techniques se sont déployées dans la ville de Ouagadougou

où cette maladie sévit le plus, en attendant la campagne nationale pour couvrir tout le territoire.

Plus près de nous, nous étions le 10 octobre 2019 dans la Sissili, pour mobiliser les éleveurs à adhérer à la campagne nationale de vaccination contre la Péripleumonie Contagieuse Bovine (PPCB).

En plus des séances de sensibilisation permanentes contre la Peste Porcine Africaine (PPA) et la rage, outre des formations de notre personnel sur diverses thématiques en lien avec les enzooties, en plus également du suivi-conseil ponctuel que nos services techniques assurent, mon département met à la disposition du monde rural des vaccins, du matériel de froid, des moyens roulants,



pour combattre, aux côtés des éleveurs, toutes les formes de maladies pouvant affaiblir le cheptel.

Dans le même élan, les capacités de diagnostic du laboratoire national d'élevage ont été renforcées pour lui permettre d'être davantage opérationnel.

Toute cette batterie de mesures qui se poursuivront

du reste, seront intensifiées, conformément à la volonté du Gouvernement, dont l'un des objectifs stratégiques est d'intensifier et d'améliorer la production et la productivité animales à travers, entre autres, l'amélioration de la santé animale.

PRODUCTRICES ET PRODUCTEURS POPULATION DE LA RÉGION DU CENTRE-EST

De par les statistiques officielles de mon département, l'aviculture occupe une place de choix dans ce sous-secteur. Plus de 47 millions de têtes de volaille sont dénombrées dans notre pays selon l'annuaire statistique de 2017.

La sous filière traditionnelle qui est représentée dans 93% des ménages ruraux revêt une importance encore plus stratégique pour notre pays. En effet :





- elle représente plus de 95% des 47 millions de têtes de volailles dénombrées ;
- elle constitue un moyen rapide et efficace de lutte contre la pauvreté en milieu rural du fait de son cycle court, de son faible capital d'investissement de départ et de la facilité d'écoulement de ses produits ;
- elle a un rôle socioculturel assez important pour nos populations qui utilisent diversement ses produits : dons, sacrifices rituels, mariage et j'en passe ;
- elle est mieux adaptée au niveau technique de la plupart des producteurs Burkinabè ;
- elle génère à travers la transformation des produits, des milliers d'emplois pour les populations urbaines ;
- elle est aussi un facteur de visibilité et de promotion

touristique de notre pays à travers le poulet bicyclette, devenu tout simplement un symbole du Burkina Faso parce que connu partout hors de nos frontières..

DISTINGUÉS INVITÉS, ACTRICES ET ACTEURS DE L'ÉLEVAGE

En dépit de son importance dans le quotidien de nos laborieuses populations, l'aviculture dans son volet traditionnel, reste confrontée à la contrainte sanitaire, avec en premiers chefs, respectivement la Maladie de Newcastle et la variole aviaire. A elle seule, la maladie de Newcastle est capable de décimer 80 à 100% des effectifs des élevages non vaccinés quand elle survient.

En ce qui concerne la variole aviaire, c'est une pathologie

virale contagieuse, qui engendre de plus en plus de mortalités et des pertes de valeur.

Ce sont donc des maladies à enjeux économiques importants pour l'aviculture traditionnelle au Burkina et partant pour la population Burkinabè.

PRODUCTRICES ET PRODUCTEURS ACTRICES ET ACTEURS DE L'ÉLEVAGE

La solution préconisée par mon département contre ces pathologies est la prévention par la vaccination qui reste la seule mesure de contrôle pour limiter l'extension de ces maladies.

Pour ce faire, nous avons opté d'organiser annuellement des campagnes de vaccination contre la maladie de Newcastle et la variole aviaire.

Ces campagnes constituent des rappels à une prise de conscience pour éviter toutes situations dramatiques.

Malheureusement et en dépit de ces rappels annuels, les taux de couverture vaccinale contre ces pathologies quoique encourageants, restent relativement bas, soit 52,79% contre la Maladie de Newcastle et à peine 1% contre la variole aviaire en 2018, avec des foyers de ces maladies apparaissant pourtant chaque année, comme

si c'était une malédiction, alors qu'il n'en est rien. On peut les éviter.

L'organisation des présentes campagnes de vaccination devrait alors nous mobiliser, toutes et tous, pour optimiser notre activité d'aviculteurs.

VAILLANTES POPULATIONS DE LA RÉGION DU CENTRE-EST, MESDAMES ET MESSIEURS

Notre objectif est de vacciner pour la présente campagne, 65% de l'effectif de volaille contre la maladie de Newcastle conformément aux prévisions du Programme National du Développement Économique et Social (PNDES) et 2,5% contre la variole aviaire conformément à notre document de stratégie de contrôle de cette pathologie.

Aussi, pour une réussite des présentes campagnes de vaccination, j'invite le personnel d'encadrement technique, les vétérinaires privés, les vulgarisateurs volontaires villageois (VTV), les organisations professionnelles de producteurs, les collectivités territoriales, les programmes, les projets, les ONG et les associations à soutenir la mise en œuvre des activités prévues dans ce sens.

J'invite tout détenteur de volaille, toute espèce

confondue à la faire vacciner. Il s'agit des poules, des canards, des dindons, des pigeons, des oies, etc.

Aux différents partenaires pour leur appui constant aux efforts de renforcement des services d'élevage en particulier, le Gouvernement renouvelle sa reconnaissance.



Je citerai entre autres la FAO, la Banque Mondiale, qui n'ont cessé d'accompagner mon département dans son combat contre ces maladies appauvrissantes.

Je m'en voudrais de ne pas rappeler à ce stade de mon discours, la grande vigilance que nous les éleveurs, transformateurs et consommateurs de volailles devrions observer pour empêcher tout retour de la grippe aviaire sur notre

territoire. Nous avons travaillé à éradiquer cette grave maladie de notre pays, mais elle est encore présente dans certains pays voisins. Ça veut dire que la menace est permanente, de sorte à pouvoir alerter nos services techniques de tout cas suspect.

C'est convaincu de la force

du partenariat entre services publics et privés et de l'accompagnement accru des différents acteurs intervenant dans la filière avicole et surtout persuadé de votre engagement à bouter hors de nos frontières ces maladies que je déclare officiellement lancée la campagne 2019-2020 de vaccination contre la Maladie de Newcastle et la variole aviaire ●

**Dieu bénisse le Burkina Faso !
Je vous remercie. »**

Le Ministre Koutou à Fada N'Gourma

Du 08 au 09 novembre 2019, le ministre des ressources animales a séjourné dans la région de l'Est. Échanges avec le personnel, visite d'infrastructures et de promoteurs privés, inauguration d'école de formation étaient au cœur du séjour ministériel.



Le lait d'accueil du Ministre et de sa délégation

Rencontre avec le personnel de la région (Gnagna, Komandjari, Gourma, Tapoa, Kompienga), visites de la mini-laiterie «Nungu Kossam», de la boucherie Yempabou et de la miellerie Sellitamba, remise de matériel de froid aux transformatrices de poisson et grands échanges avec les acteurs d'élevage et responsables de filières, telles ont été les grandes

étapes de la journée du 08 novembre 2019 dans le cadre du déplacement du ministre des ressources animales et halieutiques, Sommanogo Koutou, dans la région de l'Est. À tous les niveaux, Sommanogo Koutou a eu un message d'encouragement et de résilience à ses interlocuteurs directs.

Puis la politique du Ministère qui consiste pour l'essentiel à accompagner

les acteurs regroupés autour de leurs filières a été rappelée et explicitée. S'agissant des responsables de filières précisément, le ministre et sa délégation ont eu une oreille attentive aux différentes doléances : problématique du pastoralisme avec ses corollaires de transhumance difficile et de zones de pâture et de zones pastorales menacées par les occupations

anarchiques, les questions de santé animale, la subvention de l'aliment bétail et poisson, etc.

Au niveau du personnel, si l'approche participative et inclusive de management au MRAH a été saluée, il n'en demeure pas moins que des préoccupations essentielles subsistent: logistique, bureaux administratifs, matériels froid et informatique sont à renforcer.

Dans le contexte sécuritaire qui est le nôtre, le Gouverneur de la région, Saidou Théodore Prosper Sanou, a rappelé aux acteurs l'attitude de collaboration avec l'autorité compétente et ce, de façon automatique à chaque fois que la nécessité et le terrain l'imposeraient.

Ragaillardis et revigorés par cette visite longtemps attendue, les acteurs ont



Les éleveurs ont exposé au ministre leurs principales doléances

unaniment salué les efforts du gouvernement à leur profit.

Pour sa part, le ministre Sommanogo Koutou a tenu un langage de vérité emprunt de sincérité et de courtoisie pour expliquer la démarche progressive du gouvernement dans la réalisation des infrastructures et la mise en oeuvre des politiques sectorielles (cas des abattoirs de Kaya, Tenkodogo,

Pouytenga). Il a réaffirmé sa disponibilité à demeurer aux côtés de ses collègues éleveurs pour les défis futurs.

La journée du 09 novembre a été essentiellement consacrée à la cérémonie d'inauguration de l'École privée de formation professionnelle en élevage et de santé animale de Fada dont le promoteur est Charles Lompo, ancien agent du CPAVI. Rappelons toutefois que l'autorisation accordée aux promoteurs privés dans le domaine de la formation entre dans le cadre de l'accroissement de l'offre et ce, en réponse à la forte demande constatée sur le terrain ●



Photo de famille à la laiterie Nungu

Le P1P2RS à la rencontre des bénéficiaires

Le MRAH a entamé ce 28 octobre 2019, et ce jusqu'au 31 octobre, une visite des installations des bénéficiaires des appuis du Projet 1 Programme de Renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire au Sahel (P1 P2RS). L'équipe a visité des bénéficiaires de Koudougou, de Ziniaré, de Barkoundouba, de Zorgho, de Moakin, de Torodo et de Dori c'est-à-dire les régions du Centre-Ouest, du Plateau Central et du Sahel. Cette visite a été assurée par la direction générale des productions animales (DGPA) du ministère des ressources animales et halieutiques.



Forage de l'aire d'abattage de Ziniaré

La visite terrain du P1P2RS, qui a eu lieu du 28 au 31 octobre 2019 dans les régions du Centre-Ouest, du Plateau Central et du Sahel avait pour but de contribuer à une assurance qualité des activités des filières animales dans lesquelles intervient le projet. Elle a été aussi une occasion de faire le point sur les acquis et les insuffisances par rapport à chaque activité, mais aussi de formuler des recommandations en vue d'améliorer l'exécution des activités. La promotrice de la Laiterie du Boukiemdé Aissatou Barry qui a reçu la délégation a remercié le

Projet pour son accompagnement qui l'a permis d'avoir une conditionneuse automatique de lait, un pasteurisateur à gaz d'une capacité de 200 litres et de petit matériel. L'équipe a constaté de visu les conditions de transformation et de commercialisation de cette unité qui sont satisfaisantes. La laiterie se porte très bien selon la promotrice et elle compte augmenter sa capacité. Les bénéficiaires de Torodo quant à eux, ont reconnu la pertinence du projet et son intérêt pour l'amélioration de leurs conditions de vie. En rappel, le P1P2RS a doté les bénéficiaires du village de Torodo de volaille, de moutons, de chèvres rousses, du matériel de construction de bergeries et de poulaillers. A Ziniaré et à Moakin, l'équipe a visité le magasin d'aliment pour bétail et l'aire

d'abattage, ainsi que le marché de bétail de Moakin dans le Plateau Central. Lesdites infrastructures, effectivement réalisées sur le terrain, attendent d'être occupées par les bénéficiaires. Les bénéficiaires de Moakin ont installé déjà leur comité de gestion du marché, preuve que ce joyaux est attendu de tous et sera d'un grand apport pour le développement de la filière bétail. La mini laiterie du groupement Diam Nati des femmes de Barkoundouba dans le Plateau Central a été visitée, le stock de matériel du projet destiné à soutenir les éleveurs dans leurs activités d'embouche bovine, ainsi que les élevages de certains bénéficiaires du projet à Bani dans le Sahel. Le Projet compte à terme



améliorer son mode d'intervention auprès des producteurs en vue d'une plus grande prise en compte des préoccupations des producteurs bénéficiaires sur le terrain ●



72H pour des Noces d'émeraudes couplées à la sortie de promotions 2017-2019

Consécration des 40 ans de l'école (Noces d'émeraudes), sortie de promotions 2017-2019, inauguration du hall technologique lait-viande, remise des clés d'un bus flambant neuf, tels sont les grands axes des 72h de célébration et de commémoration organisées par l'École nationale de l'élevage et de la santé animale (ENESA) du 24 au 26 juillet 2019. Ouverte en 1958 sous le nom de l'école nationale des infirmiers vétérinaires (ENIV), c'est précisément en 1979 que l'appellation actuelle a été actée.



Coupe du ruban du hall technologique lait-viande par les Ministres Stanislas Ouaro, Sommanogo Koutou, Nestor Batio Bassière et Clémence Yaka.

Qui veut aller loin ménage sa monture, nous apprend l'adage populaire.

Ce conseil pourrait bien résumer le choix opérationnel de l'ENESA qui a bien voulu dérouler en 72 h durant son rouleau compresseur d'ambitions devant ses 682 étudiants de l'année académique 2018-2019 mais aussi devant son parterre d'invités et de nombreux spécialistes et amateurs du sous-secteur de l'élevage.

En effet, a rappelé son Directeur Général, Dr Dieudonné Tialla, la célébration des 40 ans de l'ENESA s'inscrit dans la mise en œuvre du plan stratégique de l'école assorti d'un plan d'action 2018-2022 qui se décline en trois axes stratégiques : le développement des outils pédagogiques, le renforcement des capacités et l'amélioration de l'offre de formation de l'ENESA. Et pour ce faire, un programme enrichi de communications sur des thématiques importantes du moment, de la rue marchande, de la nuit culturelle, de la finale de la coupe du DG et bien entendu de la cérémonie officielle a été établi.

Par ailleurs, ces festivités qui ont concouru à donner un visage plus

ambitieux et plus reluisant de la grande famille des spécialistes de la production et de la santé animales ont été célébrées sous le haut patronage de SEM le Premier Ministre, représenté par le Ministre de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, Stanislas OUARO, accompagné par plusieurs autres membres du Gouvernement.

Cerise sur le gâteau, au cours de la cérémonie officielle du 26 juillet 2019, une convention signée entre l'ENESA et l'Institut du Développement Rural de Bobo-Dioulasso consacre l'ouverture du cycle de formation des ingénieurs dès la rentrée 2018-2019 à l'ENESA, une des anciennes revendications des partenaires sociaux. Même si les



De g.à d., le DG de l'ENESA, les parrains Martin Lurling, gérant du Centre avicole de Bobo-Dioulasso, Abdoulaye Ouédraogo, Coordonnateur de l'ONG APIL et Sylvain Gotta, DG de la Société Burkinabè de Production Animale.

principaux bénéficiaires semblent faire bouche fine, il est évident que cette matérialisation est à mettre à l'actif du ministre Sommanogo Koutou qui a toujours fait du dialogue social un outil de management institutionnel.



Le DG Dieudonné Tialla montrant les clés du bus flambant neuf offert par le ministère des enseignements supérieurs.

D'ailleurs à la tribune officielle, le ministre des ressources animales et halieutiques, président de la cérémonie, a simplement ramené à la mémoire collective les innombrables opportunités du sous-secteur de l'élevage. C'est pourquoi, il a réaffirmé sa foi en l'abnégation et à la détermination des sortants, non sans avoir rendu un vibrant hommage à tous les anciens directeurs généraux et cadres de l'école.

Et le premier responsable du département de conclure avec cette prémonition : « Je ne doute point que dans ce contexte de libéralisation de la formation en élevage et en santé animale, les premiers responsables sauront insuffler ce nouveau dynamisme inhérent à cet établissement professionnel, première structure publique de qualité en matière d'élevage et de santé animale » ●

Début des examens nationaux pour les écoles de formation privée

Les examens nationaux des écoles privées de formation en élevage ont débuté dans la matinée du 30 septembre dernier dans l'enceinte de l'école nationale d'élevage et de santé animale. Plus de 400 candidats prennent part à cet examen. Le gouverneur de la région du Centre, Sibiri De Issa Ouédraogo a assisté à l'ouverture de la première épreuve en présence du secrétaire général du ministère des ressources animales et halieutiques (MRAH), Dr Charles Luanga Ouédraogo.

Le MRAH organise cette année 2019, et ce pour la première fois, les examens nationaux des écoles privées de formation en élevage. Pour ce qui est des écoles publiques, ce sont les promotions 2019 qui seront concernées par cet examen à la fin de leur formation.

Le gouverneur de la région du Centre, le SG du MRAH ainsi que leurs collaborateurs ont assisté à l'ouverture de l'enveloppe contenant la première épreuve. Ce test national voulu par le ministère en charge de l'élevage permet, en même temps qu'il certifie le niveau des admis, à l'Etat de contrôler la qualité des enseignements qui sont dispensés dans les différentes écoles. C'est au total 399 agents techniques d'élevage (ATE) et 70 techniciens supérieurs d'élevage (TSE) qui prennent part cette session.

Pour le Secrétaire Général du MRAH, le besoin de formation en élevage s'est accru avec le développement de ce sous-secteur qui a conduit à la création de nombreuses écoles privées de formation. Pour lui, le MRAH a encadré le secteur de la formation compte tenu du



Le gouverneur de la région du Centre et le SG du MRAH ouvrant l'enveloppe contenant la première épreuve.

fait que plusieurs techniciens formés n'avaient pas de diplômes reconnus. C'est donc surtout une réponse aux diverses sollicitations dont fait le département en charge de l'élevage quand on sait que sur le terrain, de nombreuses initiatives en matière de création d'instituts de formation sont apparues..

Pour cet examen national, seuls les candidats des établissements respectant les cahiers de charges ont pu prendre part selon lui. Et Alfred T. Simporé, directeur des ressources humaines (DRH) du MRAH de préciser que, « le MRAH

a voulu encadrer la création des écoles de formation en élevage en créant cadre légal avec un cahier de charge les permettant d'exercer dans la légalité. Pour ce présent examen, c'est seulement



Alfred T. Simporé, DRH a invité les promoteurs des écoles de formation non reconnues à régulariser leur situation.

les candidats des écoles privées reconnues et respectant les cahiers de charge du MRAH qui prennent part ». Le DRH a invité donc les écoles de formation en élevage non reconnu à prendre toutes les dispositions qui s'ient afin de régulariser leur situation auprès du MRAH ●

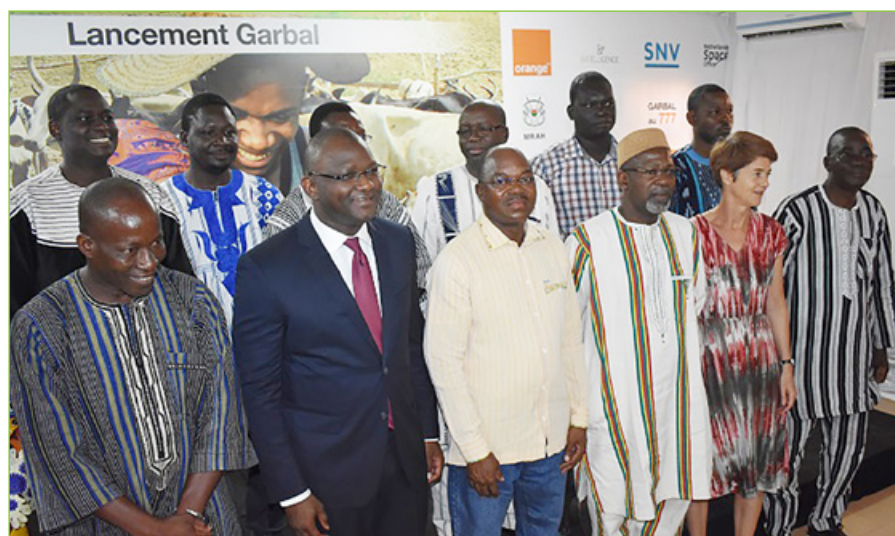


Plus de 469 candidats dont 399 agents ATE et 70 TSE ont pris part à l'examen national.

« Garbal » au « 777 », le coup de fil utile aux agropasteurs

Les technologies de l'information et de la communication sont devenues des outils d'optimisation des rendements dans presque tous les secteurs d'activités. Le sous-secteur de l'élevage avec son lot de pasteurs et d'agropasteurs, dont la spécificité intègre la mobilité et le besoin d'écoulement des produits animaux, n'échappe pas à cette nouvelle donne planétaire.

Afin de mettre l'information pastorale à la disposition des acteurs de l'élevage, le Ministère des ressources animales et halieutiques a procédé au lancement du service « Garbal », un simple appel au « 777 » pour tout renseignement sur les besoins pastoraux. C'était le 21 juin 2019 à Boromo.



le Ministère des ressources animales et halieutiques a procédé au lancement du service « Garbal »

Les statistiques sont suffisamment éloquentes : Selon le Programme

National du Secteur Rural (PNSR, 2017), le secteur agricole contribue à plus de 32% au Produit Intérieur Brut (PIB) du Burkina Faso. Dans ce vaste secteur, la contribution du pastoralisme au PIB agricole est estimée à environ 24 %; 80 % des ruminants domestiques sont élevés selon le système pastoral transhumant ou extensif. L'apport de ce système d'élevage dans l'offre de produits animaux est estimé à près de 77% pour la viande et de 92% pour le lait.

Quand au Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales (CAPES 2011), près de 34% des revenus des ménages ruraux proviennent de l'élevage pastoral pratiqué par au moins 95% de ces ménages.

Ces statistiques rappelées par le Ministre des ressources animales et halieutiques, Sommanogo Koutou ce vendredi 21 juin 2019 à Boromo,

traduisent, si besoin en était, encore l'importance socioéconomique de ce secteur d'activité.

C'est également dire que si nous voulons accroître durablement nos productions animales pour faire face au défi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de notre pays, il faut agir sur les pratiques de ces acteurs clé. Une telle posture suppose une accessibilité à l'information vraie, de façon instantanée sans considération des situations géographiques. Pour

ce faire, une solution innovante et technologique sur la base d'un téléphone (même simple) : le service « Garbal », un centre d'appel, une plateforme d'information utiles aux agro-pasteurs, collectées de façon dynamique tous les jours et traitées et accessibles par le numéro 777 de la téléphonie mobile Orange. Fruit du partenariat entre cette maison de téléphonie et l'ONG néerlandaise SNV, Garbal est financé par l'Agence Spatiale néerlandaise (NSO).

Après avoir pris connaissance de l'opérationnalité de cet outil pratique, le ministre Koutou, parrain du lancement du nouveau produit, a laissé entendre que « ce service est une véritable panacée pour nos pasteurs et agro-pasteurs qui pourront disposer instantanément des informations pour la conduite de leurs activités grâce à la téléphonie mobile et à l'imagerie satellitaire ». Ce qui va permettre de sensibiliser et de susciter l'implication de nombreux acteurs, quelle que soit leur position géographique.

Plus concrètement, le service Garbal mettra à la disposition des acteurs des informations liées à la disponibilité des eaux de surface et des pâturages, à la pluviométrie, aux prix des bétails et des produits végétaux, à la position et à l'état des pistes de transhumance, aux cultures et à l'élevage.



C'est donc en acteur satisfait de la qualité de l'outil que le Ministre Koutou a invité les pasteurs et agro-pasteurs largement mobilisés à Boromo à un usage sans modération du service « Garbal » ●

Acteurs, spécialistes et partenaires techniques et financiers se concertent à Manga

En 2018, 16.000 apiculteurs ont été recensés au plan national selon le rapport définitif du recensement des apiculteurs. Leur production a été estimée à 1000 tonnes, d'une valeur de 3 milliards de FCFA.



Le MRAH a réaffirmé sa disponibilité à accompagner les acteurs de la filière apicole

En outre depuis 2017, le Burkina Faso a obtenu l'agrément d'exportation de son miel vers les pays de l'Union européenne, toute chose qui engage les apiculteurs dans une démarche qualité irréprochable et surtout le maintien du cap.

C'est dire que traditionnellement produit pour ses vertus nutritionnelles et thérapeutiques, le miel, du fait de l'accroissement de la demande, est entré dans une logique de marché et de compétitivité. Cette nouvelle dynamique qui se doit d'être entretenue et renforcée exige une plus grande professionnalisation des acteurs, non seulement dans leur structuration mais aussi pour une plus grande maîtrise de la chaîne de

développement de la filière (production-transformation-commercialisation des produits apicoles).

Pour sa part, le ministère des ressources animales et halieutiques a déjà créé le secrétariat technique de l'apiculture en 2016. Après l'Union

nationale des apiculteurs en 2004, l'interprofession a été mise en place en 2017 avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Aujourd'hui il est question de réunir tous ces acteurs pour faire un diagnostic complet sur la filière afin de dégager des pistes de solutions et de formuler des recommandations et résolutions à même de booster la chaîne apicole.

Cette rencontre des acteurs durera deux jours à partir de ce lundi 28 octobre 2019 et se tient à Manga, la cité de l'épervier.

C'est le ministre des ressources animales et halieutiques, Sommanogo Koutou, qui est allé présider la cérémonie d'ouverture de ladite en présence du Gouverneur de la région du Centre-sud, Josiane Kabré.



Quelques acteurs à l'atelier de Manga

Le Ministre a dit tout son espoir de relance de la filière sur la base des conclusions desdits travaux des participants à qui il a rappelé toute la disponibilité du gouvernement pour les accompagner ●

Un atout pour les activités agro-sylvo-pastoral et halieutiques

Le président du Faso SEM Roch Marc Christian KABORE a procédé à l'inauguration du barrage de Samandéni le 30 novembre dernier à Bama dans la région des Hauts-Bassins. C'était en présence du ministre des ressources animales et halieutiques et de plusieurs personnalités et membres du gouvernement.



L'acte officiel d'inauguration par le Président du Faso



Le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques a pris part à la cérémonie.

Le barrage de Samandéni a été inauguré dans la commune de Bama, ce 30 novembre 2019. Le ministre des ressources animales et halieutiques Sommanogo KOUTOU a pris part à l'inauguration de cet ouvrage qui va sans doute booster le développement de la pêche, de la pisciculture et de l'élevage, sous-secteurs dont son département a la charge.

Construit sur le fleuve Mouhoun, ce barrage a une capacité de 1 milliards 50 millions de m³ avec une hauteur maximale de 23,9 m et une longueur de la crête de 2900 m. Le plan d'eau s'étend sur plus de 50 km avec une superficie inondée 153 km² à la cote retenue normale. Ce barrage permettra, en ce qui concerne le MRAH, l'exercice d'une pêche de type commercial durant toute l'année ; la promotion de l'entrepreneuriat

dans le domaine de la pêche à travers la réalisation d'une station aquacole dont le rôle est de desservir les unités piscicoles. Il permettra aussi l'amélioration de la production animale par l'accès à l'eau du bétail à travers les couloirs ; la production de fourrage et de résidus de récolte. Samandéni contribuera considérablement à l'amélioration de la production animale et la production de 25 000 tonnes de fourrage, de 2 millions de litres de lait, 1800 tonnes de viande. Il est attendu une production de 1.100 tonnes de poissons en



Une vue du barrage de Samandéni.

pêche artisanale. Le président du Faso a aussi procédé lors de cette cérémonie à la remise de matériel de pêche et de conservation du poisson aux pêcheurs et aux mareyeurs de la localité. En rappelle, l'empoissonnement du plan d'eau a permis d'avoir dans le barrage à ce jour 38 espèces de poissons. Des emplois permanents liés à la pratique de la pêche seront créés et on aura au total 1800 emplois permanents dont 1200 pêcheurs, 300 mareyeurs, 300 transformatrices et transformateurs. Samandéni permettra au MRAH à terme d'atteindre ses objectifs de production animale et de ressources halieutiques pour le bonheur des populations de Burkina Faso ●

PROMOTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES DANS LE BOULKIEMDÉ

Empoisonnement à Sourgou, production de la spiruline à Koudougou



Accueil triomphal à Sourgou

Sourgou, commune située sur l'axe Sabou-Koudougou, a été l'attraction de la direction générale des ressources halieutiques du ministère des ressources animales et halieutiques. Et pour cause, le premier responsable dudit département a bien voulu accompagner la volonté de la commune du maire Abdoul Salam Kaboré d'empoisonner le barrage de Sourgou. Cette journée au Boulkiemdé a pris fin avec la visite de la ferme spiruline de Nayalgué à Koudougou.

En présence des pêcheurs, des transformateurs et surtout des élèves, Sommanogo n'a pas caché son enthousiasme devant cette mobilisation. « Je voudrais saluer la présence des élèves, pépinière sûre de la relève pour de meilleures pratiques en pisciculture », a lancé le ministre des ressources animales halieutiques.

Ce faisant, l'occasion fut donnée au chef de service petites et moyennes pêcheries d'expliquer les bonnes attitudes à observer : « il est demandé à tous les acteurs d'observer 4 mois afin de permettre le grossissement optimal des poissons. Le conseil

municipal se devra, par mesure délibérative, de faire respecter cette norme, toute chose qui devra accroître les chances de succès de l'empoisonnement du barrage », a insisté Mr Zongo.

Pour le maire de Sourgou, cette opération est la bienvenue. L'ancien ministre sous la révolution démocratique et populaire a vivement remercié le MRAH pour cet accompagnement qui contribuera à assurer la sécurité alimentaire dans sa commune dans un devenir très proche.

Il faut noter que 7.000 alevins de tilapia ont été ainsi disposés dans ledit barrage ce jour 19 novembre 2019. La seconde tranche devrait apporter un lot de 5.000 alevins pour tenir compte de la capacité du barrage de Sourgou.



L'acte d'empoisonnement par le MRAH

En rappel, le MRAH entend empoisonner les plans d'eau du Burkina Faso à hauteur de 20 millions d'alevins pour la campagne 2019.

Après Sourgou, le cap a été mis sur la ferme spiruline de Nayalgue, un leader dans son domaine

La spiruline, pour ceux qui ne le savent pas encore, est une ressource halieutique parce que provenant des ressources en eau.

La spiruline, selon Jean Zougrana, responsable de la ferme spiruline de Nayalgué, est un complément alimentaire. Elle est surtout conseillée pour la récupération de la fatigue et pour les enfants malnutris. Mieux, la spiruline est présente comme réponses aux maladies suscitées par les carences vitamineuses. Elle contribue au rajeunissement, au maintien de la bonne santé humaine et accroît les capacités intellectuelles.

A la ferme de Nayalgué Koudougou, il est produit en moyenne 4 kg de spiruline par jour. Selon son responsable, la ferme est entièrement autonome du point de vue financier à cause de sa capacité de production et surtout du fait des ventes aux niveaux national et international.

C'est cette ferme qui emploie 68 personnes dont 48 femmes que le ministre des ressources animales et halieutiques a choisi de visiter ce jour 19 novembre 2019.

Le Secrétaire exécutif de l'OCADES Koudougou, Abbé Alain Michel Guissou, a transmis les remerciements de l'Évêque de Koudougou à son hôte du jour et ce au nom du Gouvernement pour les encouragements et les multiples efforts en faveur du développement de la production de spiruline au Burkina Faso ●

Production fourragère au Faso : Le Ministre Koutou joint l'acte à la parole



Le Ministre Koutou joint l'acte à la parole

Pour ceux qui ne connaissent pas encore le fourrage, retenons qu'il s'agit d'un complément alimentaire pour les animaux dont l'apport nutritif se passe de tout commentaire. Il est le principal élément nutritif pour la production laitière, pour l'embouche, pour l'élevage tout court et ce, à des coûts très bas. Le fourrage constitue de ce fait une alternative crédible au coût exorbitant des autres composants alimentaires.

Pour ce faire, le ministère des ressources animales et halieutiques a fait de la promotion du fourrage un bras armé contre l'insécurité alimentaire en milieu pastoral. Il s'agit concrètement pour les éleveurs de se procurer

de la semence fourragère disponible auprès des services déconcentrés et de les semer à bonne date.

La promotion du fourrage a donné lieu à l'organisation depuis quelques années du concours national des meilleurs producteurs fourragers.

Après avoir prêché la bonne nouvelle partout au Burkina, le ministre des



Production fourragère au Faso

ressources animales et halieutiques, Sommanogo Koutou, a décidé de se mettre à la tâche lui-même.

Plus d'une dizaine d'hectares ont été consacrées à la culture d'une variété fourragère dont les céréales serviront au besoin humain et les tiges et les feuilles comme fourrage pour animaux. Le processus d'ensilage (procédé de conservation du fourrage) a permis de sécuriser plusieurs tonnes de fourrage, toute chose qui met Mr Koutou sur la liste des candidats sérieux au titre du meilleur producteur fourrager au concours national.

Plus d'une dizaine d'hectares ont été consacrées à la culture d'une variété fourragère

Au-delà de cet engagement du premier responsable du département en charge de l'élevage, c'est la combinaison de l'acte et la parole qu'il faut retenir.

Professer la bonne parole, oui, mais surtout joindre l'acte au fait est un bel exemple à saluer.

Le ministre Koutou, par là-même, voudrait inviter les acteurs de l'élevage à faire de la production fourragère une activité habituelle dans leur tradition d'éleveurs et d'acteurs de l'élevage ●



LE MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES À L'INTERNATIONAL

Le ministère des ressources animales et halieutiques continue de tisser sa toile à l'international par une représentation significative sur les places dédiées à la promotion des produits animaux.

Aussi, pouvons-nous noter la présence du MRAH en 2019 sur quatre salons : le salon du cheval d'El Jadida, le salon international de l'agriculture, du machinisme agricole et de la pêche, le salon de l'agriculture et de l'agroalimentaire de Lomé au Togo et plus récemment le salon de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan.

Sur toutes ces places, notre pays a vaillamment joué sa partition par une représentation à la hauteur des enjeux. Pour preuve, le ministre Sommanogo Koutou a été décoré à Abidjan de la médaille de Commandeur pendant qu'à Lomé la délégation burkinabè était distinguée comme étant la « délégation internationale professionnelle ».

Quant au salon du cheval d'El Jadida, c'est le Secrétaire Général « himself », Dr Charles Luanga Ouédraogo, qui a conduit la délégation burkinabè.



LE MINISTRE SOMMANOGO KOUTOU ÉLEVÉ AU RANG DE COMMANDEUR DE L'ORDRE DU MÉRITE AGRICOLE AU SARA 2019

«Au nom du Président de la République et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés, je vous élève au rang de Commandeur dans l'ordre du mérite agricole», c'est par cette formule solennelle que le ministre de l'agriculture ivoirien, Kobenan Kouassi Adjoumani, a introduit l'acte de décoration du ministre burkinabè des ressources animales et halieutiques, Sommanogo Koutou et ce au même titre que son collègue de l'agriculture.

Avant cette décoration, les deux ministres burkinabè présents au cérémonial d'ouverture du Salon, Sommanogo Koutou et Salifou Ouédraogo, ont pris part à la conférence de haut niveau sur le thème : l'agriculture africaine face aux opportunités qu'offrent les innovations technologiques.

L'ensemble des intervenants, spécialistes et ministres africains sont unanimes qu'il faut investir dans l'agriculture de sorte à produire plus avec de moins en moins de ressources.

Pour le ministre burkinabè de l'agriculture qui a apporté la vision de son pays à ce conclave, des initiatives burkinabè telle la e-vulgarisation et le système d'information sur le marché ont permis d'améliorer nos rendements à plusieurs niveaux.

